

Art. 5. L'article 25 du même arrêté est complété par le 3° rédigé comme suit :

« 3° au contrôle du respect par l'entreprise de l'obligation d'adresser ses vacances d'emploi à l'Office régional bruxellois de l'emploi, conformément à l'article 3, alinéa 2, de l'ordonnance organique. ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2013. Il s'applique à tous les dossiers dont la demande d'autorisation préalable a été introduite à partir du jour de l'entrée en vigueur.

Art. 7. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 mai 2013.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Propreté publique, et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de l'Emploi, de l'Economie, du Commerce extérieur et de la Recherche scientifique,

Mme C. FREMAULT

Art. 5. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de bepaling onder 3°, luidende :

« 3° de controle van de naleving, door de onderneming, van de verplichting om haar vacatures aan de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling mede te delen, overeenkomstig artikel 3, tweede lid, van de organieke ordonnantie. ».

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2013. Het is van toepassing op alle dossiers waarvan de voorafgaande aanvraag om toelating vanaf de dag van de inwerkingtreding werd ingediend.

Art. 7. De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 mei 2013.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Nethheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Tewerkstelling, Economie, Buitenlandse Handel, en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. C. FREMAULT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2013/31464]

2 MAI 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2009 relatif aux aides à l'économie d'énergie et à la production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance organique du 13 décembre 2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique, les articles 42, 43, 45, 66, 71 et 73;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2009 relatif aux aides à l'économie d'énergie et à la production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 novembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2012;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 17 janvier 2013;

Vu l'avis n° 52.976/1 du Conseil d'Etat, donné le 29 mars 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Economie dans ses attributions,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2009 relatif aux aides à l'économie d'énergie et à la production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables le 2° est complété par les mots « , installation d'un puits de lumière naturelle ».

Art. 2. L'article 10 du même arrêté, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Par dérogation au § 1^{er}, 1°, un investissement en matériel mis en location peut cependant être déclaré admissible pour autant que la mise en location de cet investissement s'accompagne d'un service complémentaire fourni par l'entreprise qui met l'investissement en location en vue de permettre une exploitation professionnelle correcte de celui-ci. ».

Art. 3. Dans l'article 18, alinéa 1^{er}, du même arrêté, la première phrase est complétée par les mots « , à l'exception des investissements en vélos, y compris leurs aménagements, visés à l'article 14, 3°, pour lesquels le montant minimum est de 5.000 euros. ».

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2013/31464]

2 MEI 2013. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 2009 betreffende de steun voor energiebesparingen en productie van energie met behulp van hernieuwbare energiebronnen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun ter bevordering van de economische expansie, de artikelen 42, 43, 45, 66, 71 en 73;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 2009 betreffende de steun voor energiebesparingen en productie van energie met behulp van hernieuwbare energiebronnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 november 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 13 december 2012;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 17 januari 2013;

Gelet op het advies nr. 52.976/1 van de Raad van State, gegeven op 29 maart 2013, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Economie,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 4 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 2009 betreffende de steun voor energiebesparingen en productie van energie met behulp van hernieuwbare energiebronnen wordt de bepaling onder 2° aangevuld met de woorden « , installatie van een natuurlijke lichtschacht ».

Art. 2. Artikel 10 van hetzelfde besluit, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende :

« § 2. In afwijking van § 1, 1°, kan een investering in materiaal bestemd om te worden verhuurd nochtans aanvaard worden voor zover bij de verhuring van dit materiaal door de verhurende onderneming een aanvullende dienst geleverd wordt ten einde een correcte professionele uitbating van het verhuurde materiaal te verzekeren. ».

Art. 3. In artikel 18, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt de eerste zin aangevuld met de woorden « , met uitzondering van de investeringen in fietsen, hun voorzieningen inbegrepen, bedoeld in artikel 14, 3°, die minstens 5.000 euro bedragen. ».

Art. 4. L'article 20 du même arrêté, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Par dérogation au § 1^{er}, 1°, un investissement en matériel mis en location peut cependant être déclaré admissible pour autant que :

— soit la mise en location de cet investissement s'accompagne d'un service complémentaire fourni par l'entreprise qui met l'investissement en location en vue de permettre une exploitation professionnelle correcte de celui-ci;

— soit cet investissement consiste en un ou plusieurs véhicules routiers ou vélos visés à l'article 14, 3°. ».

Art. 5. A l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au premier tiret, les mots « 50 % » sont remplacés par les mots « 45 % »;

2° au deuxième tiret, les mots « 40 % » sont remplacés par les mots « 35 % »;

3° au troisième tiret, les mots « 30 % » sont remplacés par les mots « 25 % ».

Art. 6. L'article 22 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les investissements en véhicules routiers motorisés visés à l'article 14, 3°, une même entreprise ne peut bénéficier que d'une seule aide. ».

Art. 7. A l'article 24 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au premier tiret, les mots « 45 % » sont remplacés par les mots « 40 % »;

2° au deuxième tiret, les mots « 35 % » sont remplacés par les mots « 30 % »;

3° au troisième tiret, les mots « 25 % » sont remplacés par les mots « 20 % ».

Art. 8. A l'article 30, § 2, du même arrêté, les mots « Sous peine d'irrecevabilité, » sont insérés avant les mots « la demande d'autorisation préalable ».

Art. 9. A l'article 31 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « trente jours » sont remplacés par les mots « quinze jours »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « Dès la réception de ce document, » sont remplacés par les mots « A partir de la date mentionnée dans cet accusé de réception, »;

3° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « cent quatre-vingt jours » sont remplacés par les mots « cent vingt jours »;

4° au paragraphe 3, alinéa 2, les mots « trente jours » sont remplacés par les mots « quinze jours »;

5° au paragraphe 3, alinéa 3, les mots « trente jours » sont remplacés par les mots « quinze jours »;

6° au paragraphe 3, alinéa 4, la première phrase est remplacée par ce qui suit :

« Si le dossier de demande d'aide est complet, la décision d'octroi est adoptée dans les nonante jours de la date d'envoi de l'accusé de réception. »;

7° il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit :

« § 3/1. Si le dossier de demande d'aide n'est pas complet, l'accusé de réception visé au § 3, alinéa 3, énumère les éléments manquants. Le demandeur dispose de trente jours à compter de la date de cet accusé de réception pour compléter son dossier.

Lorsque le demandeur complète correctement son dossier, l'Administration lui adresse un accusé de réception dans les quinze jours de la réception des éléments manquants. La procédure décrite au § 3, alinéas 4 et 5, s'applique alors.

Art. 4. Artikel 20 van hetzelfde besluit, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende :

« § 2. In afwijking van § 1, 1°, kan een investering in materiaal bestemd om te worden verhuurd nochtans aanvaard worden voor zover :

– ofwel bij de verhuring van dit materiaal door de verhurende onderneming een aanvullende dienst geleverd wordt ten einde een correcte professionele uitbating van het verhuurde materiaal te verzekeren;

– ofwel deze investering een of meer wegvoertuigen of fietsen bedoeld in artikel 14, 3°, betreft. ».

Art. 5. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste streepje worden de woorden « 50 % » vervangen door de woorden « 45 % »;

2° in het tweede streepje worden de woorden « 40 % » vervangen door de woorden « 35 % »;

3° in het derde streepje worden de woorden « 30 % » vervangen door de woorden « 25 % ».

Art. 6. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Voor de investeringen in gemotoriseerde wegvoertuigen als bedoeld in artikel 14, 3°, kan dezelfde onderneming slechts een steun genieten. ».

Art. 7. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste streepje worden de woorden « 45 % » vervangen door de woorden « 40 % »;

2° in het tweede streepje worden de woorden « 35 % » vervangen door de woorden « 30 % »;

3° in het derde streepje worden de woorden « 25 % » vervangen door de woorden « 20 % ».

Art. 8. In artikel 30, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden « op straffe van niet-ontvankelijkheid » ingevoegd tussen de woorden « toelating moet » en de woorden »worden ingediend ».

Art. 9. In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « dertig dagen » vervangen door de woorden « vijftien dagen »;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « Zodra hij dit document ontvangen heeft, » vervangen door de woorden « Vanaf de datum vermeld in dat bewijs van ontvangst, »;

3° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden »honderdtachtig dagen » vervangen door de woorden « honderdtwintig dagen »;

4° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden « dertig dagen » vervangen door de woorden « vijftien dagen »;

5° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden « dertig dagen » vervangen door de woorden « vijftien dagen »;

6° in paragraaf 3, vierde lid, wordt de eerste zin vervangen als volgt :

« Indien het aanvraagdossier volledig is, neemt het Bestuur de beslissing tot toekenning binnen de negentig dagen na de datum van verzending van het ontvangstbewijs. »;

7° er wordt een paragraaf 3/1 ingevoegd, luidende :

« § 3/1. Indien het aanvraagdossier niet volledig is, somt het in § 3, derde lid, bedoelde bewijs van ontvangst de ontbrekende elementen op. De aanvrager beschikt over dertig dagen vanaf de datum van dat bewijs van ontvangst om zijn dossier aan te vullen.

Indien de aanvrager zijn dossier correct aanvult, stuurt het Bestuur hem binnen de vijftien dagen na de ontvangst van de ontbrekende elementen een bewijs van ontvangst. De in § 3, vierde en vijfde lid, beschreven procedure vindt dan toepassing.

Si, au terme du délai de trente jours visé à l'alinéa 1^{er}, le dossier reste incomplet, ou en cas de silence du demandeur, la décision sur la demande d'aide est adoptée sur la base des éléments dont dispose l'Administration. »;

8° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, phrase liminaire, de la version néerlandaise, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « In afwijking op » sont remplacés par les mots « In afwijking van »;

b) le mot « pricipebeslissing » est remplacé par le mot « principebeslissing »;

9° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, 2°, a), le mot « ou » est remplacé par le mot « et »;

10° au paragraphe 4, alinéas 3 et 4, les mots « 24 mois » sont remplacés par les mots « douze mois ».

Art. 10. Dans l'article 32 de la version néerlandaise du même arrêté, les mots « binnen de twee jaar » sont remplacés par les mots « binnen de twaalf maanden ».

Art. 11. L'article 35 du même arrêté est complété par le 3° rédigé comme suit :

« 3° au contrôle du respect par l'entreprise de l'obligation d'adresser ses vacances d'emploi à l'Office régional bruxellois de l'emploi, conformément à l'article 3, alinéa 2, de l'ordonnance organique. ».

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2013. Il s'applique à tous les dossiers dont la demande d'autorisation préalable a été introduite à partir du jour de l'entrée en vigueur.

Art. 13. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 mai 2013.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Propreté publique, et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de l'Emploi, de l'Economie, du Commerce extérieur et de la Recherche scientifique,

Mme C. FREMAULT

Het Bestuur beslist over de aanvraag op basis van de elementen waarover het beschikt indien, aan het einde van de termijn bedoeld in het eerste lid, het dossier onvolledig is, of bij stilzwijgen van de aanvrager. »;

8° in paragraaf 4, eerste lid, inleidende zin, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « In afwijking op » worden vervangen door de woorden « In afwijking van »;

b) het woord « pricipebeslissing » wordt vervangen door het woord « principebeslissing »;

9° in paragraaf 4, eerste lid, 2°, a), wordt het woord « of » vervangen door het woord « en »;

10° in paragraaf 4, derde en vierde lid, worden de woorden « 24 maanden » vervangen door de woorden « twaalf maanden ».

Art. 10. In artikel 32 van hetzelfde besluit worden de woorden « binnen de twee jaar » vervangen door de woorden « binnen de twaalf maanden ».

Art. 11. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de bepaling onder 3°, luidende :

« 3° de controle van de naleving, door de onderneming, van de verplichting om haar vacatures aan de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling mede te delen, overeenkomstig artikel 3, tweede lid, van de organieke ordonnantie. ».

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2013. Het is van toepassing op alle dossiers waarvan de voorafgaande aanvraag om toelating vanaf de dag van de inwerkingtreding werd ingediend.

Art. 13. De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 mei 2013.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Tewerkstelling, Economie, Buitenlandse Handel, en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. C. FREMAULT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31466]

2 MAI 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2009 relatif à l'aide à la mise aux normes en matière non environnementale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance organique du 13 décembre 2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique, les articles 52, 66, 71 et 73;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2009 relatif à l'aide à la mise aux normes en matière non environnementale;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 novembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2012;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 17 janvier 2013;

Vu l'avis n° 52.975/1 du Conseil d'Etat, donné le 27 mars 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ayant l'Economie dans ses attributions;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31466]

2 MEI 2013. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 2009 betreffende de steun voor een aanpassing aan de normen in niet-milieugebonden aangelegenheden

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun ter bevordering van de economische expansie, de artikelen 52, 66, 71 en 73;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 2009 betreffende de steun voor een aanpassing aan de normen in niet-milieugebonden aangelegenheden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 november 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 13 december 2012;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 17 januari 2013;

Gelet op het advies nr. 52.975/1 van de Raad van State, gegeven op 27 maart 2013, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Economie;